

"Cinq ans c'est trop long" : des familles d'enfants détenus en Syrie appellent à leur rapatriement

Quelque 200 enfants français et 80 femmes sont enfermés dans des prisons à ciel ouvert. Les familles réclament du courage politique pour ce second mandat du président Emmanuel Macron, qui a placé son quinquennat sous le signe de la protection de l'enfance.



Gaële Joly
Radio France



Dans le camp des femmes françaises et leurs enfants attendent un signe de l'Etat français, qui refuse de les rapatrier ensemble.
(RAYMOND ALBOUY / RADIO FRANCE)

C'est un appel lancé alors que le gouvernement a tenu son premier conseil des ministres lundi 23 mai : plusieurs associations dont celle des victimes du 13-Novembre, **13onze15 Fraternité et vérité**, la **Ligue des droits de l'Homme** et **Amnesty International**, « appellent solennellement la France » « à rapatrier les enfants français et leurs mères détenus dans les camps du nord-est syrien dans les plus brefs délais ».

Aucun enfant n'a été rapatrié depuis seize mois

Selon eux, il y a urgence : certains de ces enfants français vivent dans ces prisons à ciel ouvert depuis maintenant cinq ans. En tout, ils sont 200 enfants français et 80 femmes enfermés dans ces camps. Depuis seize mois, la France n'a rapatrié personne, y compris

les dix orphelins livrés à eux-mêmes. Les familles réclament un peu de courage politique pour ce second mandat du président Emmanuel Macron, qui a placé son quinquennat sous le signe de la protection de l'enfance.

Suzanne a encore un peu d'espoir. Elle a ses quatre petits enfants, là-bas, en Syrie : « *Nous espérons qu'avec ce nouveau quinquennat ce soit très rapide, explique-t-elle. Cinq ans c'est trop long, il faut arrêter ce carnage...* » « *Ces enfants ont perdu quatre ans de leur enfance et maintenant il faut leur rendre, il faut les reconstruire tout de suite* », insiste-t-elle. Isma attend elle le retour de son neveu de six ans :

"C'est dur de leur donner des explications. Quand mon neveu demande quand l'avion va venir le chercher, et qu'il voit ses copains rentrer et pas lui, il comprend encore moins..."

Isma, à franceinfo

« *La situation ne sera pas stable avant des décennies, avance Marie Dosé, l'avocate de l'association **Collectif des familles unies**, qui réclame le rapatriement de Syrie de ces enfants de jihadistes et de leurs mères. Faut-il donc attendre que ces enfants aient 30 ou 40 ans ? L'Allemagne, la Belgique ou encore la Suède n'attendent pas et la France s'isole de plus en plus. C'est le seul pays européen qui a été condamné en février par le comité des Droits de l'enfant de l'ONU mais cela n'a rien changé : il faut que la France respecte les engagements internationaux. Cette décision appartient à Emmanuel Macron...* »

"Emmanuel Macron ne peut pas être celui qui va laisser périr 200 enfants français dans ces camps, comme il ne peut pas rester le président d'une France condamnée pour avoir violé la convention internationale des droits de l'enfant. Cela décrédibilise et ça salit notre pays."

Marie Dosé, à franceinfo

Ce combat fédère de plus en plus de monde : **Bruno Solo**, des écrivains comme **Marie Desplechin**, l'humoriste **Sophia Aram**, les **associations de victime du 13-Novembre**, la **Fenvac**. **Marie-Claude Desjeux**, sa présidente, a dû, au départ, penser contre elle-même. « *Ce qui est toujours difficile, c'est d'avoir des positions un peu politique, estime-t-elle. Ce sont des enfants, des victimes de guerre, ils sont otages, et notre pays ne respecte pas les engagements pris. On est un pays finalement qui ne respecte pas les engagements des conventions internationales. Ces 200 enfants doivent rentrer.* » Les associations demandent à être reçues par le président de la République et rappellent qu'« *abandonner* » ces enfants dans les camps contribuera à « *fabriquer de la radicalisation* ». ●